

Une approche anthropologique de l'eau et de l'assainissement

**Y. Jaffré
CNRS UMI 3189**

Eau et assainissement : des innovations techniques

Pour une large part, les liens entre des innovations techniques et des sociétés complexes peuvent être comparés à une greffe. Certaines innovations « prennent » tout de suite (cas des téléphones portables) ; d'autres sont rejetées (cas fréquents de certaines propositions de modifications des pratiques alimentaires) ; mais le plus souvent les nouvelles techniques sont diversement appropriées par les populations. Elles sont acceptées mais transformées, acceptées parce que transformées. Par exemple un appartement « européen » de 4 pièces va tendre à moduler une parenté sur le modèle d'une famille restreinte et réciproquement une parenté plus vaste va tendre à user de chacune des pièces de manière collective.

S'approprier une innovation c'est lui donner un sens et une fonction « entre ». C'est négocier entre des possibilités et des contraintes et, en temps de mondialisation, entre des dynamiques du dedans et des dynamiques du dehors.

Si l'on s'accorde sur ces brèves remarques, quelles sont, telles qu'elles apparaissent au regard d'une approche anthropologique, les dynamiques d'appropriation des politiques de l'eau et de l'assainissement par des ensembles sociaux complexes ?

L'approche anthropologique

L'approche anthropologique se caractérise par ses méthodes d'analyse. Nous ne pouvons ici que les résumer très brièvement.

- 1- L'usage méthodique de procédures de description permet d'analyser, non pas ce que les acteurs prétendent faire, mais ce qu'ils font concrètement.
- 2- De constantes variations d'échelle permettent d'analyser comment de larges propositions politiques, économiques ou sanitaires se traduisent concrètement « sur le terrain ».
- 3- Plutôt qu'utiliser des variables pré-construites, il s'agit de saisir les multiples façons dont des acteurs parcourent divers domaines de la réalité sociale, mettant ainsi en connexion des domaines (santé, religion, langue...) qu'une analyse externe n'aurait pas imaginé être liés.
- 4- L'étude anthropologique est « *actors oriented* », c'est-à-dire s'attache à penser le monde depuis les divers points de vue - souvent contradictoires - des acteurs, et non depuis l'unité nécessairement artificielle que lui confèrent des « grilles statistiques » préconstruites ou des objectifs de développement.

Pratiques d'espaces et assainissement

Une ville - comme tout espace humain - n'est jamais un ensemble homogène, mais un assemblage plus ou moins cohérent de discontinuités.

Une ville est assez semblable à une mosaïque composée d'espaces objectifs et de lieux culturellement construits et subjectivement ressentis. De ce fait, comprendre les pratiques d'assainissement signifie analyser comment chaque espace construit son ordre propre mais aussi cohabite avec les lieux qui lui sont contigus spatialement ou selon des chaînes comportementales ou techniques. Regardons, grâce à quelques exemples ici très simplement présentés, quelques-uns de ces espaces fonctionnels et normatifs.

- *Espaces des marchés.*

Ils se caractérisent par un certain type de déchets et une certaine régularité des activités.

Dans diverses villes, la gestion des ordures est confiée à des manœuvres ou à des enfants payés par les commerçants. Ces enfants balayent le marché et « poussent » les déchets à l'extérieur du marché. « Extérieur » marqué par une limite souvent perçue par tous et pourtant non inscrite de façon formelle.

Le dépotoir « informel » ainsi constitué devient souvent, en dehors des jours de marché, un dépotoir collectif... que personne ne ramasse puisque la chaîne technique s'interrompt lorsque le paiement privé des commerçants s'interrompt.

- *Espaces des auto gares*

Ils se caractérisent par des déchets et des pollutions spécifiques (huiles de vidanges, sacs plastiques...) et par un certain type de balayages collectifs souvent abandonnés lorsque la saison des pluies rend tout balayage impossible.

- *Toilettes publiques*

Elles sont peu nombreuses et très peu utilisées à la fois pour des raisons de pudeur, de saleté, et par crainte d'une transmission de maladies liées à la succession des corps en un même lieu.

- *Espaces religieux*

Ils sont régis par d'autres règles opposant globalement, non le propre et le sale, mais le pur et l'impur.

Ces espaces sont toujours d'une très grande « propreté/pureté » et dans l'Islam régulièrement pris en charge par des enfants (talibé) et des femmes ménopausées attestant ainsi d'une normativité sexuelle de ces lieux.

- *Espaces privés domestiques*

L'hygiène domestique est globalement sous la responsabilité des femmes et cette tâche engage son statut, son « honneur » et sa

« réputation ».

Par ailleurs, cet espace est segmenté par des lieux correspondant à d'autres obligations et normes d'hygiène. Par exemple, un enclos peut permettre de garder des animaux pour la célébration de fêtes religieuses ou pour de la vente ; certains endroits peuvent être attribués à certains segments familiaux ou à certains âges... Il ne faut jamais oublier qu'une des caractéristiques de la pauvreté est justement cette obligation de gérer des contraintes adverses.

Bien que très simple et très incomplète cette énumération permet de comprendre combien l'espace urbain, et particulièrement lorsque l'Etat est peu représenté à un niveau périphérique, articule en fait de multiples formes de gouvernances.

Les villes correspondent, de fait, à des juxtapositions d'espaces normatifs et la délivrance du bien public qu'est l'assainissement, est constitué par un agencement de gouvernances associatives (ONG, associations locales...), de gouvernances religieuses, politiques, administratives, commerciales/privées...

Outre la question de l'harmonisation de ces politiques locales aux choix et intérêts parfois contradictoires, il est possible « sur le terrain » d'apercevoir les effets de ce morcellement des interventions et des difficultés d'articuler le « global » et le « local ».

Juxtapositions et ruptures dans les pratiques d'assainissement

Trois vastes dimensions - espaces, significations et temps - déclinées sous les plus humbles pratiques sont déterminantes. Une nouvelle fois, nous ne prendrons que quelques très brefs exemples en guise d'illustration.

- Contiguïtés, continuités et ruptures spatiales

L'espace domestique, précisément approprié et engageant l'identité sociale de la femme est, le plus souvent, très ordonné. Mais *quid* du ramassage des ordures ménagères « poussées » jusqu'à un espace perçu comme externe et extérieur à la responsabilité de la « maîtresse de maison ». Le geste s'interrompt à la frontière - que souvent rien ne matérialise si ce n'est une habitude gestuelle - du privé et d'un espace public.

De manière similaire, bien des puisards sont vidés dans les rues, sans qu'un relais ne soit pris par des structures collectives.

Une grande partie des problèmes d'assainissement provient de ces ruptures. Qu'il suffise ici d'évoquer des ordures déposées dans des dépotoirs de quartier sans qu'un ramassage permette de les acheminer vers des lieux de destruction, des égouts à ciel ouvert non curés, etc.

- Significations et usages des déchets

En langue bambara, parlée au Mali, le même terme - *nògò* - désigne les déchets et l'engrais. C'est dire à quel point ce qui gêne à l'intérieur d'une maison peut être utile dans les champs.

Plus largement les déchets peuvent servir à de multiples usages : engrais dans les champs, remblais pour les rues... C'est pourquoi il n'est pas rare de trouver des déchets polluant de multiples lieux mais autrement appropriés et perçus par les

populations.

- *Les variations saisonnières*

Certains déchets deviennent donc engrais. Mais uniquement en saison sèche, lorsque cette « fumure » est utile. En saison des pluies, cet « engrais » redevient un inutile « déchets » encombrant des rues rendues boueuses par les pluies.

Bien évidemment toutes ces dimensions se conjuguent dans le cours ordinaire des vies. Par exemple, dans les quartiers, il est fréquent de rencontrer des ONG organisant le ramassage des ordures avec des charrettes. Parfois rien ne vient relayer ce travail de quartier et les ordures enlevées de certains lieux s'accumulent dans des dépotoirs informels en d'autres lieux... et souvent ces charrettes pour les ordures deviennent « charrettes pour les cultures » en saison des pluies...

Nous ne pouvons ici qu'évoquer très rapidement ces questions. Mais soulignons qu'il s'agit ici des véritables systèmes de réception des propositions sanitaires. Ne pas les analyser conduit à construire des discours de développement sans véritable référent : des propositions de papier.

L'eau ses lieux, ses captures et ses gestes

Quels usages et raisons régissent les choix des populations et construisent les risques liés aux maladies hydriques ?

- *Les types de ressources et leurs caractéristiques ressenties*

Il existe de multiples lieux de capture de l'eau : fleuve, mares éphémères, marigots plus ou moins permanents, puits traditionnels, puits cimentés, forages de divers types...

Chacun de ces lieux correspond à des tâches particulières, à des groupes spécifiques et à des contraintes précises.

À l'eau gratuite des puits familiaux peut s'opposer le paiement d'un eau de forage ; à la permanence de l'eau d'un puit busé peut s'opposer l'assèchement périodique de certains point d'eau.

De même, à l'accès direct à l'eau peut s'opposer la complexité technique et le risque de panne des pompes. Comment assurer la pérennité des installations ?

Enfin, dans des ensembles linguistiques n'ayant souvent pas de concept de potabilité, chaque eau est nommée diversement et appréciée sur des critères gustatifs : au goût des sels minéraux s'oppose la saveur ferreuse de certains forages.

Comprendre les conduites des populations implique de comprendre les agencements qu'elles opèrent entre ces diverses dimensions.

- *L'évaluation principale : la pénibilité*

Il est 5 fois plus probable que les femmes aillent chercher de l'eau plutôt que les hommes. Et, dans 1 cas sur 7, les enfants sont les principaux responsables de ces tâches liées à l'eau.

L'exhaure de l'eau est donc largement un travail de jeune fille et comprendre des pratiques liées à l'eau implique de raisonner sur des notions de pénibilité et de temps de travail féminin. L'achat d'eau, et les risques sanitaires qui lui sont liés, répond, par exemple, à des critères d'économie de temps et de fatigue.

- *La qualité ressentie de l'offre*

A quelles réalités correspondent certains termes comme, par exemple, celui « d'installation sanitaire améliorée » ?

Lorsque les coupures d'eau sont régulières durant les périodes sèches les populations alternent les lieux d'approvisionnement.

La qualité de l'eau est extrêmement variable selon les saisons (eau rare, eau boueuse après les pluies ou les coupures...).

Certains logements sont « en théorie » reliés à un réseau de distribution d'eau, mais quelques mètres de tuyaux manquent pour la connexion, l'eau n'est pas disponible à certaines heures ou dans les étages élevés...

Une typologie de ces dysfonctionnements est indispensable pour savoir ce que désigne « en vrai » la vaste notion d'installation sanitaire améliorée. Et, cette vaste notion, dissimule diverses situations et conduites de « débrouillardise » directement corrélées à des risques sanitaires.

L'eau ses métiers et ses chaînes comportementales

Comprendre le fonctionnement de la distribution d'eau implique d'en décrire les métiers.

Au-delà des grandes professions d'ingénieur, l'exhaure et la distribution de l'eau engagent un ensemble complexe et articulé de métiers :

- Les fontainiers, responsables des pompes, des versements, des rémunérations...
- Les vendeurs d'eau, indispensables intermédiaires entre « la source » et les « clients »
- Les vendeurs de sachets d'eau, présents dans toutes les villes et principalement devant les écoles...

Les chaînes comportementales, économiques et épidémiologiques sont enchâssées et chaque maillon peut rompre la distribution et la propreté de l'eau.

Les acteurs institutionnels de l'assainissement

Ces acteurs sont, eux aussi, nombreux et divers.

- Les communes et les mairies : leurs ressources fiscales sont variables (taxes diverses, taxes de voiries...) et devraient permettre le paiement des équipes de salubrité. Mais « à la base » se pose le problème de la pérennité des actions engagées, la qualité des travaux réellement réalisées (usage concret des pelles, des râtaux...) et de leur régularité dans le temps (abandon durant les périodes des pluies qui sont pourtant les plus « pathogènes »)...
- Les projets et les ONG : leurs budgets sont souvent plus importants que ceux des communes et leurs intérêts parfois contradictoires... Il n'est pas

rare que ces intervenant extérieurs offrent des rémunérations plus importantes que le service public. De ce fait, les effets de « vidage » de la fonction publique sont fréquents et une certaine concurrence des actions de développement entraîne bien des dysfonctionnements. Il s'agit là de véritables effets iatrogènes des actions de développement.

- Les sociétés d'exploitation des eaux opèrent parfois des transferts de compétences avec des sociétés privées négligeant les plus nécessiteux pour maximaliser leurs revenus : retenir l'eau pour arroser des golfs sans que cela ne puisse conjointement bénéficier aux habitats précaires difficilement imposables ...
- Les groupements locaux de « volontaires », sont souvent très instables et segmentés selon des quartiers, des groupes divers...
- Les projets de santé s'attachent souvent de manière « verticale » à une pathologie - paludisme, diarrhées, trachome... - sans collaborer ni s'attacher à travailler sur les déterminants communs que sont l'eau et l'hygiène. Les distributions de moustiquaires s'effectuent dans des maisons que bordent des gouttes et des mares.

Plus qu'un espace d'objectifs et d'efforts articulés, le domaine de l'eau et de l'assainissement apparaît comme une « arène » aux configurations diverses, mais dont un des points communs est la pluralité, l'indépendance et souvent la confrontation.

Pour conclure

Il est possible de tirer 4 enseignements de ces très brèves et trop massives remarques.

1 - La description fine des « contextes » d'intervention doit accompagner l'action socio-technique de développement.

Ces études mêlant des approches ethnolinguistiques, des études ethnographiques des conduites et une perspective d'anthropologie du développement doit permettre de donner sens aux actions entreprises mais aussi de savoir ce que désignent concrètement les vastes notions (politique de l'eau, distribution, éducation) que nous utilisons. Un *bottom-up* scientifique et rigoureux doit toujours accompagner le *top-down* !

2 - Il importe de coordonner les actions sanitaires plutôt que de construire des espaces « conflictuels » d'intervention.

3 - L'éducation à la santé ne peut en aucune manière se limiter à diverses transmissions de messages. Si les socles techniques ne sont pas assurés cette perspective revient à culpabiliser les plus pauvres sans leur offrir de solutions.

4 - Enfin, s'il est indispensable de soigner et de prévenir, il faut aussi se méfier de ne pas « sanitiser » le social.

Le paludisme, les maladies diarrhéiques, le cholera, la gale... objectivent des inégalités sociales et partout les données épidémiologiques soulignent, en fait, des inégalités sociales incorporées. C'est pourquoi, autant que de santé il s'agit aussi d'équité et de questions sociales.

Par ailleurs, les paysages sanitaires correspondent aussi à une cartographie émotionnelle que définissent des notions de souffrance, de honte et souvent d'humiliation.

Fournir de l'eau et assurer l'assainissement, doit aussi prendre place dans une constitution réciproque du sujet et de la cité, dans une indispensable relation entre des acteurs ayant le droit et la capacité d'agir sur les modalités de leurs vivre ensemble. Ce que Amartya Sen nomme « la capabilité ».

Bibliographie indicative

Baëke V., 1999, Vers une anthropologie de l'excrément, le statut symbolique des lieux de défécation dans trois sociétés du Cameroun, *Medische Antropologie* 11 (1), 159-178

Blundo G., 2003, La question des déchets et de l'assainissement à Dogondoutchi, *Etudes & travaux* 10, Niamey, LASDEL

Epelboin A., 1981, Selles et urines chez les Fulbe Bande du Sénégal Oriental, *Cahiers ORSTOM*, 18 (4), 515-530

Hahounou E., non daté, La question des déchets et de l'assainissement à Tillabéri, *Etudes & travaux* 9, Niamey, LASDEL

Jaffré Y. & Bonnet D., 2003, Les maladies de passage, Transmissions, préventions et hygiènes en Afrique de l'Ouest, Paris, Karthala

Maïga D., 2003, Approche juridique de la question des déchets et de l'assainissement à Dondoutchi et Tillabéri, *Etudes & travaux* 11, Niamey, LASDEL

Moïsi D., 2010, La géopolitique de l'émotion, Paris, Flammarion

Olivier de Sardan J-P & Elhadji Dagobi A., 2002, La gestion des pompes dans le département de Tillabéry, *Etudes & travaux* 4, Niamey, LASDEL

Poloni A., 1990, Sociologie et Hygiène. Des pratiques de propreté dans les services périphériques de Ouagadougou, in *Sociétés, Développement & Santé*, Fassin D. & Jaffré Y. (sous la dir.), 273-287, Paris Ellipse/AUPELF

Singleton M., 2010, Histoires d'eaux africaines, Bruxelles, Academia Bruylant

Whiteford L. & Whiteford S. (Ed.by), 2005, Globalisation, Water & Health, Santa Fe, School of American Research Press,